

have altogether ignored his opinion on this and other material points of their policy when they asked him to assume office with them. These observations had been made by Mr. Mackenzie simply in consequence of the statements of the Minister of Justice that he had occupied a neutral position in the House. Had the remarks not been made, he should not have taken the liberty of dealing with the President of the Council in his absence. Reverting to the question of fortifications, he (Mr. Mackenzie) expressed his surprise that nothing had been said as to the progress of these extensive works. Last year they were considered necessary, because the Ministry were apprehensive of war. The House was now assured that there was no danger of such a calamity. It would be well they should be informed as to what had been done in the way of fortifications, and if anything had been performed during the recess. He had visited certain portions of the country. He had been up the Ottawa through the interior, and had observed a number of points on the Ottawa and Lake Superior admirably adopted for fortifications if hon. gentlemen could only induce the Yankees to come to these particular places to make their attacks. (Laughter.) He felt at present as he felt last Session, that they had a most extravagant mode of conducting the public affairs of the country. In their attempts to re-organize their Departments; and even in their Militia Law, what was it but the same story—expense, expense continually! Take the Militia Law as a sample. Under the former law, the enrollment was effected without expense. The same service had cost \$63,000; and what was the grand result of their attempt at improving the Militia system? Simply that a more ridiculous farce than their present organization was never perpetrated on any civilized country. In the western Province they had old superannuated men, who, for social and other reasons were appointed as captains and colonels. Men in every local city, as far as he knew, had been appointed to officer the battalions without any reference to their military qualifications. Then they had Military Schools established by gentlemen now at the head of the Ontario Government; Schools, which it was supposed would be of advantage in this respect, that when they had been in operation some years, they would have turned out a body of trained officers, capable of discharging the duties appertaining to commanders and subalterns of the militia force. He did not know how it was in other counties; but he believed that in his own county, though many respectable men had been appointed, men of both political parties, still there was

déclarations du ministre de la Justice, selon lesquelles il avait adopté à la Chambre une attitude neutre. Si ces observations n'avaient pas été formulées, il n'aurait pas pris la liberté de s'entretenir, en son absence, avec le Président du Conseil. Revenant à la question des fortifications, M. Mackenzie se montre surpris que l'évolution de ces travaux considérables n'ait pas été mentionnée. Les travaux ont été considérés nécessaires l'année dernière, car le ministre craignait que la guerre éclate, mais la Chambre a maintenant l'assurance qu'on ne risque pas de telle calamité. Il serait utile de savoir ce qui a été fait en matière de fortifications et si les travaux ont avancé au cours de l'intersession. Il s'est rendu dans certaines parties du pays. Il a remonté l'Ontario par l'intérieur et a remarqué, sur l'Ontario et le lac Supérieur, un certain nombre d'emplacements qui conviendraient admirablement aux fortifications si seulement les députés pouvaient suggérer aux Américains de venir y lancer leurs attaques. (Hilarité.) Comme lors de la dernière session, il pense que le Gouvernement gère les affaires publiques de façon très déraisonnable. Qu'il s'agisse de la nouvelle organisation des ministères ou même de la Loi de la milice, il est toujours question de dépenses incessantes. Prenons comme exemple la Loi de la milice. En vertu de l'ancienne loi, l'enrôlement n'entraînait aucune dépense. Le même service a coûté \$63,000 et quels résultats spectaculaires a donné la tentative d'améliorer le système de la milice? Le simple fait qu'aucun pays civilisé n'a fait l'objet d'un affront plus ridicule que celui de l'organisation actuelle. Dans la province de l'Ouest, certains retraités âgés, pour des raisons sociales en particulier, ont été nommés capitaines et colonels. Il sait que dans chaque petite ville, des hommes ont été nommés pour commander les bataillons, sans que l'on connaisse leur compétence militaire. Des écoles militaires ont été créées par les actuels responsables du Gouvernement de l'Ontario; ces écoles devraient présenter l'avantage, après quelques années, de fournir un corps d'officiers entraînés, capables d'assumer les fonctions de commandants et de subalternes de la milice. Il ne sait pas ce qu'il en est dans les autres comtés, mais il croit que dans son propre comté, bien qu'un certain nombre d'hommes respectables des deux partis politiques aient été nommés, aucun d'entre eux ne peut faire valoir ses connaissances militaires et il croit que la situation est encore pire dans le comté voisin. C'est un petit parti qui a ouvertement pris la responsabilité de ces nominations et le député, auquel la sélection a été confiée, a lui-